L'Echo de Manitoba

JEUDI, 17 MARS, 1898

## LE SERVICE CIVIL.

S'il y a une classe d'hommes qui peut rendre la vie de leurs subordonnés, misérable et parfois insupportable, ce sont bien les chefs des départements ou des branches des départements, qui ont été nommés sous l'ancienne administration.

Ils ont été choisis parce qu'ils étaient reconnus comme des amis sincères du gouvernement qui a fait leurs appointements, et la plupart d'entre eux restent fidèles à leur parti politique, se couvrant toujours néanmoins d'un voile de déception, et ne laissant voir que leurs manières les plus dociles, les plus soumises et les plus polies.

Tout en paraissant ainsi, dévoués à la présente administration, ils ne perdent jamais l'occasion de causer des ennuis de toutes sortes aux libéraux qui ont été placés sous leurs ordres.

Il est souvent très comique de surveiller ces officiers conservateurs, donnant leurs ordres aux libéraux, avec un air doux et amical, tout en obligeant ces derniers à remplir des fonctions qui leur sont entièrement répulsives.

Il y a des officiers publics qui ont le talent de tracasser, de tourmenter et de contrarier leurs subalternes—et toujours d'une façon affectant la candeur et l'amitié personnelle—jusqu'à tel point que ces derniers se sentent, quelques fois, forcés de protester.

Alors il faut voir avec quelle hâte, les chefs qui ont provoqué ce qu'ils appellent l'insubordidation, s'empressent de faire rapport, de la conduite *reprochable* et *regrettable* de leurs subordonnés, soit au ministre ou au député-ministre, et aussi au député représentant le comté où la prétendue offense a été commise.

Ils ont le soin de représenter, invariablement, l'incident sous la plus mauvaise couleur possible, mais ils se donnent bien garde de mentionner qu'ils en ont été les provocateurs. Le gouvernement serait surpris, s'il lui était possible de se rendre compte de la chose, de connaître le nombre des employés conservateurs, qui sont placés à la tête d'un bureau et qui se rendent coupables, à chaque fois que l'occasion s'en présente, des intrigues du genre de celles dont nous venons de faire mention.

Presque chaque jour de la semaine, nous rencontrons des libéraux qui se plaignent du traitement arbitraire et vexatoire qu'ils reçoivent de la part des anciens employés qui sont restés en charge.

Il y a certainement des exceptions notables, mais il n'y a pas à en douter, un bon nombre d'employés, occupant des positions d'une haute importance, s'étudient à tourmenter et à taquiner les nouveaux nommés par l'adminis-tration de Sir Wilfrid Laurier.

Il n'y a qu'une seule manière de mettre fin à toutes ces persécutions: Ce serait de nommer une personne de confiance dont le devoir serait de s'enquérir de la conduite de certains officiers publics et de destituer sans merci, tous ceux qui ont fait des misères aux employés libéraux.

Nous citerons un exemple à l'appui de ce que nous venons d'écrire.

Il s'agissait de faire une promotion dans un certain département. Le nom d'un jeune libéral fut suggéré et plusieurs amis entreprirent d'obtenir sa nomination à la charge en vue.

Or l'officier en tête de cette institution, avait prévu que notre jeune ami recevrait la position vacante, et s'est empressé de faire rapport à Ottawa que l'aspirant à la charge en question s'était rendu coupable d'insubordination, et demandait au ministre le renvoi de cet employé, de l'institution où il a servi durant plusieurs années, à la l'entière satisfaction de ses supérieurs, jusqu'à l'époque où il s'est agi de lui donner un avancement important et bien mérité.

Nous pourrions citer un nombre infini d'exemples de toutes sortes, qui feraient ressortir les injustices dont les libéraux du service civil, sont les victimes.

Nous espérons que l'exemple dont nous venons de parler, sera suffisant pour faire comprendre au gouvernement la nécessité absolue qu'il y a de prendre les mesures nécessaires pour protéger les amis.

Il faut bien se rappeler que ce sont les employés du service civil, mis en place par ses prédécesseurs, qui contribuèrent pour beaucoup à la défaite du gouvernment McKenzie.

Ces gens là ont le secret de s'insinuer auprès des ministres ou des députés de réussir à leur inspirer la confiance, tandis qu'ils travaillent sournoisement à semer la discorde dans les rangs du parti libéral.

Pour un ami que le gouvernement se crée en retenant un conservateur en place, il en perd dix de ses plus sincères, et de ses plus dévoués.

Qu'on nous comprenne bien, nous ne sommes pas en faveur du renvoi d'office, sans distinction, de tous les conservateurs, par le simple fait qu'ils ont été placés par l'administration précédente ; mais nous n'hésitons pas à dire qu'il y en a un grand nombre qui devraient être congédiés, à cause de la tyrannie qu'ils ont exercé envers les libéraux, sous l'ancienne administration et à cause des ennuis qu'ils causent à nos amis sous le nouveau gouvernement.

Il n'y pas à s'y méprendre, les chefs conservateurs comprennent parfaitement le rôle important que leurs protégés jouent dans le service civil ; ils sont bien au courant des intrigues que leurs amis, dans les emplois du gouvernement, peuvent monter contre les libéraux ; aussi soulèvent-ils des protestations retentissantes lorsqu'un ministre se permet de renvoyer ou de mettre à la retraite, pour des raisons valides, un officier conservateur.

On ne saurait nier que quelques ministres se sont laissés intimider par les hurlements poussés par les conservateurs chaque fois qu'on a eu à remplacer des employés incompétents, par des amis du gouvernement.

Il nous fait plaisir de constater cependant, que deux ministres ont refusé de s'en laisser imposer par les protestations scéniques des adversaires.

Ce sont les honorables messieurs Sifton et Muloct.

L'honorable ministre de l'Intérieur a déclaré, en chambre, l'autre jour, qu'il était anxieux de placer des amis du parti à chaque vacance qui s'ouvrira.

Il serait à désirer, dans l'intérêt du parti, que l'exemple de ces deux honorables messieurs fusse suivi par tous les chefs des départements.

Nous sommes renseignés sur la méthode adoptée par certains conservateurs pour se faire mettre en crédit auprès des autorités. Ils prêchent la réconciliation, professent leur adhésion au parti libéral, l'influence que leur conversion va exercer sur les esprits des conservateurs, etc.; et tout cela pour mieux tromper ceux qui se laissent prendre au vieux truc des torys qui n'en cèdent à personne en fait de ruse.

Nous avons appris avec une certaine satisfaction que le gouvernement est bien décidé, à l'avenir, de n'accorder sa confiance qu'à des hommes éprouvés.

Les conservateurs, avant de recevoir des faveurs, auront à faire la preuve de leur fidélité et de leur sincérité. De là dépend le succès du parti libéral.

## D'OTTAWA.

On n'entend parler à Ottawa que du résultat des élections générales d'Ontario et du contrat de Mackenzie & Mann, relativement à la construction du chemin de fer de *Stickine River.*

En ce qui concerne les élections provinciales de la province d'Ontario, les deux partis semblent satisfaits.

Les conservateurs se réjouissent d'avoir pu réduire la majorité du gouvernement, tandis que les libéraux sont en jubilation d'avoir échappé à une défaite complète.

Je dis défaite complète, parce qu'il n'y a pas à nier que les libéraux ont subit un sérieux échec. Le gouvernement va réussir cependant à se maintenir, mais il va falloir déployer toute l'énergie et la tactique auxquelles les politiciens ont recours dans les circonstances critiques.

Ce qu'il y a de plus sérieux dans toute cette affaire, c'est de constater que les vrais libéraux sont très contents du revers que le gouvernement Hardy vient d'éprouver.

Un long règne du même parti, a pour effet de rendre ceux qui composent l'exécutif, trop confiants conséquemment insouciants et indifférents aux conseils de leurs amis.

Lorsqu'un parti a été aussi longtemps au pouvoir que l'a été le parti libéral, à Ontario, les ministres finissent par se croire invincibles et ferment l'oreille aux besoins et aux exigences du parti.

Il est de notoriété que le gouvernement d'Ontario se croyait tellement fort dans l'estime du peuple, qu'on avait négligé l'organisation.

D'un autre côté, les amis voyant les chefs libéraux si certains de la victoire, n'ont pas pris une part active à la lutte, ces ce qu'ils auraient dû faire.

Par l'indifférence des ministres, un grand nombre de partisans, se sont abstenus de prêter leur concours. Plusieurs même, souhaitaient, non pas la défaite du gouvernement, mais la réprimande qu'il a subie.

Dans de pareilles circonstances, il n'aurait pas été étonnant, si les conservateurs avaient remporté la victoire.

Il est plutôt difficile de s'expliquer, comment il se fait que le gouvernement libéral—en prenant tout en considération—n'ait point été défait à outrance. On s'accorde à reconnaître que leur échappé à une déroute, leur servira d'une leçon précieuse, non seulement au gouvernement d'Ontario, mais aussi à l'administration de Sir Wilfrid Laurier.

En vue d'apaiser les esprits de parti, le gouvernement d'Ontario a positivement refusé de faire les destitutions qui lui étaient demandées avec instance, et avec raison, par les supporteurs du gouvernement.

Les derniers événements ont prouvé à Sir Wilfrid que tolérer plus longtemps, le maintien de certains officiers publics, dans leur position, serait participer indirectement à la défaite du parti libéral ; parce qu'on rapporte avec certitude que les employés conservateurs ont travaillé d'une manière discrète, mais positive, au succès de la cause de leur parti.

Il est donc facile de conclure que la diminution de la majorité du gouvernement d'Ontario pourrait après tout tourner à l'avantage général des libéraux.

Plusieurs élections vont être contestées devant les tribunaux, et dans les élections partielles qui vont en résulter, M. Hardi a tout à gagner.

Le gouvernement d'Ontario aura à la prochaine session, une majorité d'au moins dix.

## UN BON DISCOURS.

Le débat qui a duré pendant près d'un mois s'est terminé la semaine dernière. Nos députés ont eu l'air de jouer au pugilat. Lorsqu'un membre d'un côté de la chambre se levait pour parler sur la question du chemin de fer au Yukon, un autre du côté opposé se croyait obligé d'y répondre. Il s'en est suivi que les mêmes arguments ont été répétés avec une ressemblance — ennuyante ? non ! — assommante ? oui.

A part des discours de l'honorable monsieur Tarte et de monsieur Fitzpatrick, qui ont été bien dits et écoutés avec la plus grande attention, les autres orateurs ont dû adresser des sièges vides — à part cependant une exception notable.

On a souvent entendu dire que le parti conservateur faisait défaut en fait d'hommes capables de prendre part aux débats de la chambres. Eh bien ! on se trompait ; le gouvernement vient de découvrir avec chagrin et désappointement, que les débats prolongés, relativement au marché de Mackenzie & Mann, ont fait découvrir un homme qui a le droit indubitable d'aspirer à la succession de chef de l'opposition.

On insinue même, que Sir Charles Tupper aurait manifesté l'intention d'abdiquer en faveur du nouveau Cicéron, si l'honorable sénateur Bowell consentait à mettre de côté ses ambitions et accepter cette étoile comme le *leader* reconnu du grand parti des torys.

M. Foster, parait-il, a été le premier à reconnaître les talents distingués de cet athlète politicien et de faire signer une réquisition par tous les membres de la gauche, lui demandant de bien vouloir consentir à prendre la direction du parti.

M. Foster s'est occupé d'approcher la députation anglaise tandis que M. Bergeron, ex-député orateur, a fait signer cette pièce par tous les membres français de la gauche.

Enfin l'on va réussir à rétablir l'harmonie dans les rangs dissimulés des opposants à l'administration Laurier, parce que dans les cercles renseignés on fait circuler la rumeur que le proposé à la place de chef, après avoir pris la chose en délibération, a fini par se laisser persuader, et a définitivement accepté le grade de général de l'armée ou plutôt du peloton belligérant dont les nombreuses fusillades sur les files serrées du gouvernement, sont restées sans aucun effet.

Mais sous la direction du nouveau commandant, les choses vont changer. Ce n'est plus avec des armes ordinaires que l'on va attaquer la droite. Le nouveau chef, en perspective, va introduire une mitrailleuse sous la forme d'un éléphant ; il a positivement annoncé à la chambre qu'il l'a vue, L'ÉLÉPHANT qui doit répandre la terreur dans les rangs de l'armée de Sir Wilfrid. Il ne faut pas croire que Troyen moderne s'en tient à son élément destructeur ; il a encore le pouvoir d'envoyer tous les projets du gouvernement chez le diable.

On peut facilement se rendre compte des conséquences qui en découlent.

Il n'y a que M. Tardivel qui possède le courage de braver les dangers d'une expédition dans des lieux aussi obscurs, pour aller repêcher les mesures d'aucun gouvernement, or comme ce monsieur appartient au parti conservateur, il s'en suit que toutes les mesures du gouvernement vont rester chez le ......

Celui qui a joué ce mauvais tour à monsieur Laurier, n'est rien autre que M. Morin le député de Dorchester.

Il s'est levé d'une manière très *majestueuse*, et d'une voix de stentor, accentuée par l'effet gazeux de l'appollinaris, il adressa la parole à sa majesté (l'orateur) et aux membres de l'assemblée, dans la langue anglaise francisée et dans la langue française anglifiée.

Il débuta come ceci :

"Vous autres les gaillards (you fellows) de l'autre côté, ......

L'orateur—A l'ordre.

M. Morin — Asseyez-vous, asseyez-vous, votre majesté, je vais faire apologie.

L'orateur — Je rappelle l'honorable député à l'ordre.

M. Morin—Je vais faire apologie, ...... On se demande ce que l'on va faire avec ce chemin de fer ? To the devil with the railroad (au diable avec ce chemin de fer).

L'orateur—Encore une fois l'honorable député est prié d'user d'un langage parlementaire.

M. Morin—Si ma phrase ne vous convient pas, donnez m'en donc une autre.

Voici maintenant sa pèroraison finale :

"Votre majesté voudra bien me pardonner, j'ai peut-être dit des BÊTISES, mais dans tous les cas j'ai été bien écouté. Merci, votre majesté, merci messieurs, merci !"

Il va s'en dire que cet éminent discours a convaincu les chambres que ...... la circonscription de Dorchester est bien représentée, dans la personne de M. Morin.

La conduite de l'opposition durant tout ce débat, a tourné à son désavantage. Plusieurs conservateurs ont dû protester contre ce délai inexplicable et inexcusable.

## AU SENAT.

Il paraîtrait maintenant, qu'après l'échec que vient de subir l'opposition, Sir Charles voudrait prendre sa revanche au sénat. Réussira-t-il ? Le temps nous l'apprendra.

Il est bien à craindre cependant que la majorité du sénat rejette la mesure passée à la chambre populaire.

Sir Mackenzie Bowell, l'âme dirigeante du parti conservateur à la chambre haute se réjouit, dit-on, de l'humiliation que celui qui l'a supplanté comme premier ministre, vient de recevoir aux communes, et se propose de faire renvoyer le projet du chemin de fer au Klondyke, non pas sur le mérite ou le démérite de cette entreprise, mais simplement dans le but de faire sentir à Sir Charles Tupper, que ce dernier a commis une bévue à la chambre des communes, mais que lui (Sir Bowell) est véritablement le chef habile du parti et qu'il s'y entend en fait de créer des embar-